ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 19**

28 Ιανουαρίου 2014

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4231

Κύρωση της Σύμβασης που απαλλάσσει από την επικύρωση ορισμένες πράξεις και έγγραφα.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Σύμβαση που απαλλάσσει από την επικύρωση ορισμένες πράξεις και έγγραφα που υπογράφηκε στην Αθήνα, στις 15 Σεπτεμβρίου 1977, το κείμενο της οποίας σε πρωτότυπο στη γαλλική και σε μετάφραση στην ελληνική γλώσσα έχει ως εξής:

CONVENTION

portant dispense de légalisation pour certains actes et documents

-----

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux de dispenser entre les Etats parties à cette Convention certains actes ou documents de la légalisation ou de toute formalité équivalente, sont convenus des dispositions suivantes.:

Article Ier

La légalisation, au sens de la présente Convention, ne recouvre que la formalité destinée à attester la véracité de la signature apposée sur un acte ou document, la qualité en laquelle le signataire de l'acte ou du document a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte ou document est revêtu.

Article 2

Chaque Etat contractant accepte sans légalisation ou formalité équivalente, à condition qu'ils soient datés et revêtus de la signature et, le cas échéant, du sceau ou timbre de l'autorité d'un autre Etat contractant qui les a délivrés:

1. Les actes et documents se rapportant à l' état civil, à la capacité ou à la situation familiale des personnes physiques, à leur nationalité, à leur domicile ou à leur résidence, quel que soit l'usage auquel ils sont destinés,

2. tous autres actes et documents lorsqu'ils sont produits en vue de la célébration du mariage ou de l' établissement d'un acte

Article 3

Lorsqu'un acte ou document visé à l'article 2 n'a pas été transmis par la voie diplomatique ou une autre voie officielle, l'autorité à laquelle il est présenté peut, en cas de doute grave, portant soit sur la véracité de la signature, soit sur l'identité du sceau ou du timbre, soit sur la qualité du signataire, le faire vérifier par l'autorité qui l'a délivré.

Article 4

La demande de vérification peut être faite au moyen d'une formule plurilingue dont le modèle est annexé à la présente Convention. Cette formule est envoyée, en double exemplaire directement à l'autorité qui a délivré l'acte ou le document à vérifier, et est accompagnée de celui-ci.

Article 5

Chaque vérification est opérée gratuitement et la réponse est renvoyée avec l'acte ou le document le plus rapidement possible soit directement soit par la voie diplomatique.

Article 6

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 7

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

A l' égard de l'Etat signataire qui l'aura ratifiée, acceptée ou approuvée après son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 8

Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil n'ayant pas signé la présente Convention et tout Etat membre du Conseil de l'Europe pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse. La Convention prendra effet, pour l'Etat adhérant, le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt de l'instrument d'adhésion.

Article 9

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

Article IO

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout autre moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s' étendra à l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.

Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de la notification.

Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

Article 11

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

Tout Etat partie à la présente Convention aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du sixième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres Etats.

Article 12

Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention:

a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention;

c) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet;

d) Toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du paragraphe I.

./...

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article IO2 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

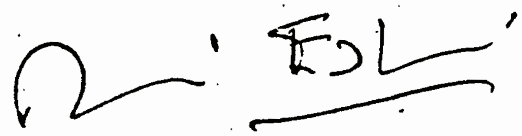
Fait à Athènes le I5 septembre I977 en un seul exemplaire, en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Pour la République Fédérale d' Allemagne

Pour la République d' Autriche

Pour le Royaume de Belgique

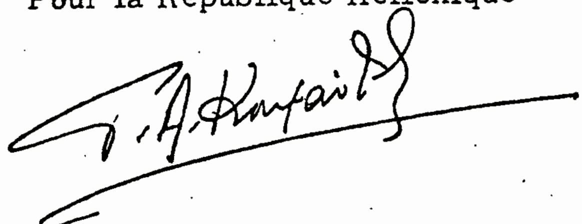
Pour le Royaume d'Espagne



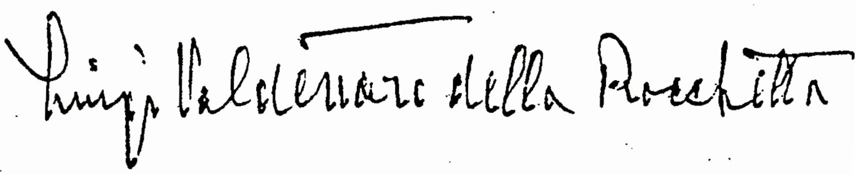
Pour la République Française



Pour la République Hellénique



Pour la République Italienne



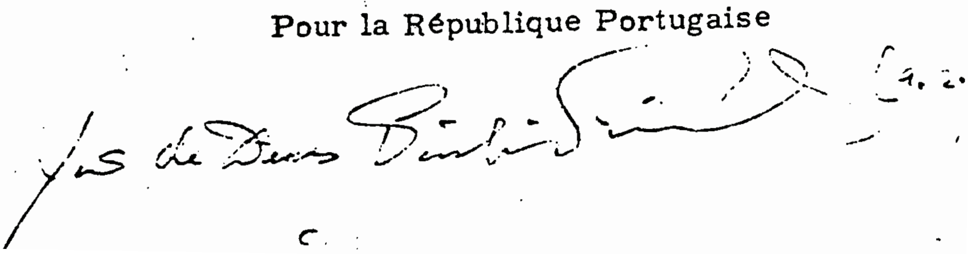
Pour le Grand-Duché du Luxembourg



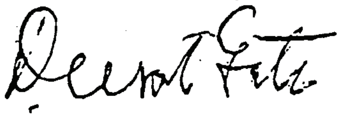
Pour le Royaume des Pays-Bas



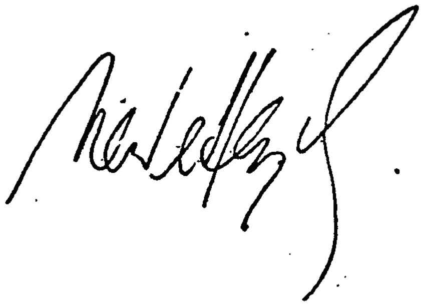
Pour la République Portugaise



Pour la Confédération Suisse



Pour la République Turque



(1)

1 English — CIEC Convention for the dispensation from the requirement of legalisation of certain documents, signed in Athens on the 15th of September 1977.

2 Español — Convenio CIEC sobre dispensa de legalización de ciertos documentos, firmado en Atenas el 15 de Septiembre de 1977.

3 'Ελληνικά — Σύμβαση τῆς Διεθνοῦς 'Επιτροπῆς Προσωπικῆς Καταστάσεως πού άπαλλάσσει άπό τήν έπικύρωση ὁρισμένες πράξεις καί έγγραφα καί πού έχει ύπογραφεῖ στήν 'Αθήνα στίς 15 Σεπτεμβρίου 1977.

4 Nederlands — Verdrag CIEC inzake vrijstelling van legalisatie van bepaalde akten en dokumenten, getekend te Athene, 15 september 1977.

5 Português — Convenção CIEC sobre a dispensa de legalização de certos documentos, assinada em Atenas, em 15 de Setembro de 1977.

6 Türkiye — CIEC (Uluslararası Medeni Hal Komisyonu) nun bazı belgelerin onaydan muaf tutulmasına dair 15 Eylül 1977 'de Atina 'da imzalanan Anlaşması.

(2)

1 Verification of document in respect of
2 Comprobación del documento relativo a
3 'Εξακρίβωση έγγράφου πού άφορᾶ
4 Verificatie van het dokument betreffende
5 Verificação do documento respeitante a
6 İlgili belgelerin İncelenmesi

(3)

1 (Name and Forename)
2 (Apellidos y nombres propios)
3 ('Επώνυμο καί όνόματα)
4 (Familienaam en voornamen)
5 (Apelido e nome)
6 (Soyadı ve Adı)

(4)

1 Applying Authority
2 Autoridad requirente
3 'Αρχή πού τή ζητάει
4 Verzoekende autoriteit
5 Autoridade requerente
6 Müracaat eden Makam

(5)

1 Authority to whom application is made
2 Autoridad requerida
3 'Αρχή όπου άπευθύνεται ή αίτηση
4 Aangezochte autoriteit
5 Autoridade requerida
6 Müracaat edilen Makam

(6)

1 (Denomination and address)
2 (Denominación y dirección)
3 ('Ονομασία καί διεύθυνση)
4 (Aanduiding en adres)
5 (Denominação e endereço)
6 (Ünvan ve Adres)

(7)

1 Is the signature authentic?
2 ¿Es auténtica la firma?
3 Εἶναι γνήσια ἡ ύπογραφή;
4 Is de handtekening echt?
5 A assinatura é autêntica?
6 İmza doğrumudur?

(8)

1 Was the signatory authorised to sign?
2 ¿Tenia competencia el firmante?
3 'Ο ύπογράφων εἶχε δικαίωμα ύπογραφῆς;
4 Was de ondertekenaar bevoegd?
5 O signatário era competente?
6 İmza sahibi imza yetkisine sahip midir?

(9)

1 Is the seal or stamp authentic?
2 ¿Es auténtico el sello?
3 Εἶναι αύθεντική ή σφραγίδα;
4 Is het stempel of het zegel echt?
5 O selo ou carimbo é autêntico?
6 Mühür veya Damga doğrumudur?

(10)

1 YES
2 SI
3 ΝΑΙ
4 JA
5 SIM
6 EVET

(11)

1 NO
2 NO
3 ΟΧΙ
4 NEEN
5 NÃO
6 HAYIR

(12)

1 Remarks or observations
2 Observaciones
3 Παρατηρήσεις
4 Opmerkingen
5 Observações
6 Düşünceler

(13)

1 Date, signature, official seal or stamp
2 Fecha, firma, sello
3 'Ημερομηνία, ύπογραφή, σφραγίδα
4 Datum, handtekening, stempel of zegel
5 Data, assinatura, selo ou carimbo
6 Tarih, imza, mühür veya Damga

(14)

1 Mark appropriate box
2 Señalar con una cruz la casilla apropiada
3 Νά βάλετε ένα σημάδι στό κατάλληλο τετράγωνο
4 Het betreffende vakje aankruisen
5 Assinalar o espaço apropriado
6 İlgili Kareye çarpı (×) koyunuz

(15)

1 The verification has to be carried out free of charge and as expeditiously as possible. The Authority to whom application is made should return the attached document together with this form to the applying Authority as soon as possible, either direct or through diplomatic channels.

2 La comprobación debe hacerse gratuitamente y lo más rápidamente posible; la autoridad requerida devolverá el documento adjunto y el presente modelo a la autoridad requirente, directamente o por la via diplomática.

3 'Η έξακρίβωση πρέπει νά γίνεται δωρεάν κι όσο τό δυνατόν πιό γρήγορα· ή 'Αρχή όπου άπευθύνεται ή αίτηση θά έπιστρέψει τό συνημμένο έγγραφο καθώς καί τό έντυπο αύτό στήν 'Αρχή πού ζητάει τήν έξακρίβωση ή άπ' εύθείας ή μέ τή διπλωματική όδό.

4 De verificatie dient kosteloos en zo snel mogelijk te geschieden; de aangezochte autoriteit dient bijgaand dokument en het formulier aan de verzoekende autoriteit rechtstreeks of langs diplomatieke weg terug te zenden.

5 A verificação deve ser feita gratuitamente e o mais rapidamente possivel; a autoridade requerida devolverá o documento anexo e a presente fórmula à autoridade requerente, directamente ou por via diplomática.

6 İnceleme parasız ve mümkün olduğu kadar çabuk yapılacak; Müracaat edilen makam inceleme yapılması istenilen belgeyi ve bu formülen doğrudan veya diplomatik yolla inceleme için müracaat eden makama geri gönderecektir.

(1) Übereinkommen über die Befreiung bestimmter Urkunden von der Beglaubigung/ Legalisation, unterzeichnet in Athen am 15. September 1977.
Convention portant dispense de légalisation pour certains actes et documents, signée à Athènes le 15 septembre 1977.
Convezione sulla dispensa della legalizzazione per alcuni atti e documenti, firmata a Atene il 15 settembre 1977.

---

(2) Überprüfung der Urkunde betreffend
Vérification du document concernant
Verifica del documento concernente

(3) (Familienname und Vornamen / **Nom et prénoms** / Cognome e nome)

---

(4) Ersuchende Behörde **Autorité requérente** Autorità richiedente	(5) Ersuchte Behörde **Autorité requise** Autorità richiesta
(6) (Bezeichnung und Anschrift / **Dénomination et adresse** / Denominazione e indirizzo)	(6) (Bezeichnung und Anschrift / **Dénomination et adresse** / Denominazione e indirizzo)
(7) Ist die Unterschrift echt? **La signature est-elle vraie?** La firma è autentica? ☐*	(10) JA / **OUI** / SÌ ☐* (11) NEIN / **NON** / NO ☐*
(8) War der Unterzeichner zu der Unterschrift berechtigt? **Le signataire avait-il qualité?** Il firmatario aveva la qualifica? ☐*	(10) JA / **OUI** / SÌ ☐* (11) NEIN / **NON** / NO ☐*
(9) Ist das Siegel oder der Stempel echt? **Le sceau ou le timbre est-il authentique?** Il sigillo o il timbro è autentico? ☐*	(10) JA / **OUI** / SÌ ☐* (11) NEIN / **NON** / NO ☐*
	(12) Bemerkungen **Observations** Osservazioni
(13) Datum, Unterschrift, Siegel oder Stempel **Date, signature, sceau ou timbre** Data, firma, sigillo o timbro	(13) Datum, Unterschrift, Siegel oder Stempel **Date, signature, sceau ou timbre** Data, firma, sigillo o timbro
(14) * Zutreffendes Feld ankreuzen **Cocher la case appropriée** Segnare con una croce la casella relativa	

---

(15) Die Überprüfung hat kostenfrei und so schnell wie möglich zu geschehen; die ersuchte Behörde hat die beigefügte Urkunde und dieses Formblatt/Formular an die ersuchende Behörde unmittelbar oder auf diplomatischem Weg zurückzusenden.

La vérification doit être faite gratuitement et le plus rapidement possible; l'autorité requise renverra le document ci-joint et la présente formule à l'autorité requérante, directement ou par la voie diplomatique.

La verifica deve essere eseguita gratuitamente e nel più breve tempo possibile; l'autorità richiesta restuirà il documento allegato e il presente formulario all'autorità richiedente, direttamente o per via diplomatica.

ΣΥΜΒΑΣΗ
για την απαλλαγή ορισμένων πράξεων και εγγράφων από την επικύρωση

Τα Κράτη που υπογράφουν την παρούσα Σύμβαση, μέλη της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης, επιθυμούντα να απαλλάξουν μεταξύ των συμβαλλομένων στην παρούσα Σύμβαση Κρατών ορισμένες πράξεις ή έγγραφα από την επικύρωση ή από οποιαδήποτε ισοδύναμη διατύπωση, συμφωνούν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1

Η επικύρωση, με την έννοια της παρούσας Σύμβασης, καλύπτει μόνον την διατύπωση που προορίζεται στην βεβαίωση του γνησίου της υπογραφής, η οποία έχει τεθεί πάνω σε μία πράξη ή ένα έγγραφο, της ιδιότητας με την οποία ενήργησε ο υπογράψας την πράξη ή το έγγραφο και, ενδεχομένως, της ταυτότητας της σφραγίδας την οποία φέρει αυτή η πράξη ή το έγγραφο.

Άρθρο 2

Έκαστο συμβαλλόμενο Κράτος αποδέχεται χωρίς επικύρωση ή ισοδύναμη διατύπωση, υπό την προϋπόθεση ότι θα φέρουν ημερομηνία και την υπογραφή και, ενδεχομένως, την σφραγίδα της αρχής ενός άλλου συμβαλλομένου Κράτους που τις χορήγησε:

1. Τις πράξεις και τα έγγραφα που σχετίζονται με την προσωπική κατάσταση, με την ικανότητα ή την οικογενειακή κατάσταση

φυσικών προσώπων, την ιθαγένεια, την κατοικία ή την διαμονή τους, όποια και αν είναι η χρήση για την οποία προορίζονται,

2. Οποιεσδήποτε άλλες πράξεις ή έγγραφα όταν παρουσιάζονται ενόψει της τέλεσης του γάμου ή της σύνταξης μιας ληξιαρχικής πράξης.

Άρθρο 3

Όταν μία από τις πράξεις ή τα έγγραφα που αναφέρονται στο άρθρο 2 δεν έχει διαβιβαστεί δια της διπλωματικής οδού ή μιας άλλης επίσημης οδού, η αρχή στην οποία παρουσιάζεται μπορεί, σε περίπτωση σοβαρής αμφιβολίας, αναφερόμενης είτε στο γνήσιο της υπογραφής είτε στην ταυτότητα της σφραγίδας είτε στην ιδιότητα του υπογράψαντος, να ζητήσει την επαλήθευση από την αρχή που χορήγησε την πράξη ή το έγγραφο.

Άρθρο 4

Η αίτηση επαλήθευσης μπορεί να γίνει μέσω ενός πολύγλωσσου εντύπου του οποίου το πρότυπο προσαρτάται στην παρούσα Σύμβαση. Το έντυπο αυτό αποστέλλεται, σε δύο αντίτυπα, απευθείας στην αρχή που εξέδωσε την προς επαλήθευση πράξη ή το έγγραφο και συνοδεύεται από αυτήν την πράξη ή το έγγραφο.

Άρθρο 5

Κάθε επαλήθευση διενεργείται δωρεάν και η απάντηση αποστέλλεται μαζί με την πράξη ή το έγγραφο το ταχύτερο δυνατό είτε απευθείας είτε δια της διπλωματικής οδού.

Άρθρο 6

Η παρούσα Σύμβαση θα κυρωθεί, γίνει αποδεκτή ή εγκριθεί και τα έγγραφα κύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο.

Άρθρο 7

Η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ την πρώτη ημέρα του τρίτου μηνός που ακολουθεί εκείνον της κατάθεσης του δευτέρου εγγράφου κύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

Έναντι του υπογράφοντος Κράτους που θα την κυρώσει, κάνει αποδεκτή, εγκρίνει μετά την θέση της σε ισχύ, η Σύμβαση θα ισχύσει από την πρώτη ημέρα του τρίτου μηνός που ακολουθεί εκείνον της κατάθεσης από το εν λόγω Κράτος του εγγράφου κύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

Άρθρο 8

Οποιοδήποτε Κράτος-μέλος της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης, το οποίο δεν έχει υπογράψει την παρούσα Σύμβαση, και οποιοδήποτε Κράτος-μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης θα μπορεί να προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση μετά την θέση της σε ισχύ. Το έγγραφο προσχώρησης θα κατατεθεί στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο. Η Σύμβαση θα ισχύσει, για το Κράτος που προσχωρεί, από την πρώτη ημέρα του τρίτου μηνός που ακολουθεί εκείνον της κατάθεσης του εγγράφου προσχώρησης.

Άρθρο 9

Καμία επιφύλαξη στην παρούσα Σύμβαση δεν γίνεται αποδεκτή.

Άρθρο 10

Οποιοδήποτε Κράτος, κατά τον χρόνο της υπογραφής, της κύρωσης, της αποδοχής, της έγκρισης ή της προσχώρησης ή σε οποιονδήποτε άλλο χρόνο στην συνέχεια, θα μπορεί να δηλώσει ότι η παρούσα Σύμβαση θα επεκταθεί στο σύνολο των εδαφών με τα οποία διατηρεί σχέσεις σε διεθνές επίπεδο ή σε κάποιο ή κάποια από αυτά.

Η δήλωση αυτή θα κοινοποιηθεί στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο και η επέκταση θα ισχύσει από τον χρόνο έναρξης ισχύος της Σύμβασης για το εν λόγω Κράτος ή, μεταγενέστερα, από την πρώτη ημέρα του τρίτου μηνός που ακολουθεί εκείνον της λήψης της κοινοποίησης.

Οποιαδήποτε δήλωση επέκτασης θα μπορεί να ανακληθεί με κοινοποίηση απευθυνόμενη προς το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο και η Σύμβαση θα παύσει να έχει εφαρμογή στο υποδειχθέν έδαφος από την πρώτη ημέρα του τρίτου μηνός που ακολουθεί εκείνον της λήψης της εν λόγω κοινοποίησης.

Άρθρο 11

Η παρούσα Σύμβαση θα παραμείνει σε ισχύ για απεριόριστη διάρκεια.

Οποιοδήποτε συμβαλλόμενο στην παρούσα Σύμβαση Κράτος θα έχει εν τούτοις την ευχέρεια να την καταγγείλει κατά πάντα χρόνο μετά την πάροδο μιας προθεσμίας ενός έτους από την ημερομηνία έναρξης ισχύος της Σύμβασης έναντί του. Η καταγγελία θα κοινοποιηθεί στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο και θα ισχύσει από την πρώτη ημέρα του έκτου μηνός που ακολουθεί εκείνον της λήψης της κοινοποίησης αυτής. Η Σύμβαση θα παραμείνει σε ισχύ μεταξύ των υπολοίπων Κρατών.

Άρθρο 12

Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα κοινοποιήσει στα Κράτη-μέλη της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης και σε οποιοδήποτε άλλο Κράτος που έχει προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση:

(α) την κατάθεση οποιουδήποτε εγγράφου κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης,

(β) οποιαδήποτε ημερομηνία έναρξης ισχύος της Σύμβασης,

(γ) οποιαδήποτε δήλωση σχετική με την εδαφική επέκταση της Σύμβασης ή την ανάκλησή της, μαζί με την ημερομηνία από την οποία θα ισχύσει,

(δ) οποιαδήποτε καταγγελία της Σύμβασης, μαζί με την ημερομηνία από την οποία θα ισχύσει.

Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα ενημερώνει τον Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης σχετικά με οποιαδήποτε κοινοποίηση που γίνεται κατ'εφαρμογή της παραγράφου 1.

Με την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης, ένα επικυρωμένο αντίγραφό της θα διαβιβαστεί από το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο προς τον Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών για καταχώρηση και δημοσίευση, σύμφωνα με το άρθρο 102 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

Σε πιστοποίηση των ανωτέρω, οι υπογεγραμμένοι, νόμιμα εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση.

Συντάχθηκε στην Αθήνα, στις 15 Σεπτεμβρίου 1977, σε ένα μοναδικό αντίτυπο, στην γαλλική γλώσσα, το οποίο θα κατατεθεί στα αρχεία του Ελβετικού Ομοσπονδιακού Συμβουλίου και του οποίου ένα επικυρωμένο αντίγραφο θα δοθεί, δια της διπλωματικής οδού, σε έκαστο των Κρατών-μελών της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης και στα προσχωρούντα Κράτη. Ένα επικυρωμένο αντίγραφο θα αποσταλεί επίσης στον Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Για την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας,
(δύο υπογραφές δυσανάγνωστες)
Για την Δημοκρατία της Αυστρίας,

Για το Βασίλειο του Βελγίου,
(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)
Για το Βασίλειο της Ισπανίας,
(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)
Για την Γαλλική Δημοκρατία,
(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)
Για την Ελληνική Δημοκρατία,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για την Ιταλική Δημοκρατία,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για το Βασίλειο της Ολλανδίας,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για την Πορτογαλική Δημοκρατία,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για την Ελβετική Ομοσπονδία,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για την Τουρκική Δημοκρατία,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

1. Σύμβαση της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης που απαλλάσσει από την επικύρωση ορισμένες πράξεις και έγγραφα και που έχει υπογραφεί στην Αθήνα στις 15 Σεπτεμβρίου 1977.

2. Εξακρίβωση εγγράφου που αφορά

3. Επώνυμο και ονόματα

4. Αρχή που τη ζητάει

5. Αρχή όπου απευθύνεται η αίτηση

6. Ονομασία και διεύθυνση

7. Είναι γνήσια υπογραφή; 10. ΝΑΙ □ 11. ΟΧΙ □

8. Ο υπογράφων είχε δικαίωμα υπογραφής; 10. ΝΑΙ □ 11. ΟΧΙ □

9. Είναι αυθεντική η σφραγίδα; 10. ΝΑΙ □ 11. ΟΧΙ □

12. Παρατηρήσεις

13. Ημερομηνία, υπογραφή, σφραγίδα

14. Να βάλετε ένα σημάδι στο κατάλληλο τετράγωνο

15. Η εξακρίβωση πρέπει να γίνεται δωρεάν κι όσο το δυνατόν πιο γρήγορα. Η αρχή όπου απευθύνεται η αίτηση θα επιστρέψει το συνημμένο έγγραφο καθώς και το έντυπο αυτό στην αρχή που ζητάει την εξακρίβωση είτε απευθείας ή με τη διπλωματική οδό.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων των άρθρων 6 και 7 παράγραφος 2 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 24 Ιανουαρίου 2014

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΑΡΟΛΟΣ ΓΡ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ ΚΑΙ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΣΤΟΥΡΝΑΡΑΣ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΜΙΧΕΛΑΚΗΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ, ΔΙΑΦΑΝΕΙΑΣ ΚΑΙ ΑΝΘΡΩΠΙΝΩΝ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΩΝ

ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΣ ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 27 Ιανουαρίου 2014

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΣ ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ

01000192801140020

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * ΤΗΛ. 210 52 79 000 * FAX 210 52 21 004